

# Solidaires en action <sup>N° 40</sup>

Le 25 mai 2010

## Retraite : après le 27 mai, quelles suites ?

La suite du 27 mai se jouera d'abord dans la réussite des grèves et manifestations de ce jour ; mais aussi, à travers la campagne que nous menons, dans les entreprises et les localités. **Les organisations ont reçu un calendrier qui permet d'organiser cette campagne, dans chaque syndicat, section syndicale, Solidaires local.** Ainsi, chaque collectif militant a tous les éléments pour planifier les diffusions en entreprise, organiser des présences devant des entreprises où nous ne sommes pas encore implantés ou dans des lieux publics (marchés, gares, etc.), prévoir des collages, préparer des initiatives unitaires, etc. **Il reprend ce qui part de Solidaires. Chaque structure peut ensuite le faire vivre en ajoutant son propre matériel, les dates de tournées et permanences syndicales, d'envoi des informations aux syndiqué-e-s, et intégrer la diffusion du matériel déjà reçu et pas encore utilisé.**

### Des tracts déjà publiés et toujours utilisables

1. Ne pas laisser faire (4 pages imprimerie)
2. Retraite des femmes, en parler, se mobiliser
3. Travailler plus longtemps ?
4. Impossible de financer les retraites ?
5. Les retraites, qu'en restera-t-il pour les jeunes ?
6. Retraites : un combat décisif
7. Les comptes notionnels
8. Appel pour le 27 mai
9. Non à la baisse des pensions !

### Des affichettes hebdomadaires.

### Les fiches pour les militant-e-s

- 1- Les comptes notionnels...
- 2- Vingt ans de contre-réformes

### Des affiches, autocollants, badges

**Une vidéo** : « A 60 ans, le travail ça suffit ! »

**Solidaires**  
Union syndicale  
Téléphone : 01 58 39 30 20  
Télécopie : 01 43 67 62 14  
contact@solidaires.org  
www.solidaires.org

**Ils ont sauvé les banques et les actionnaires**

Et si maintenant on pensait aux ouvriers, aux enseignantes, aux techniciens, aux retraités, aux électriciens, aux chimistes, aux journalistes, aux étudiants, aux conducteurs de bus, aux infirmières, aux routiers, aux jeunes en formation, aux fonctionnaires, aux chercheurs, aux vendeurs, ... ?

Le Conseil d'Orientation des Retraites, s'appuyant sur des données très défavorables sur l'avenir économique, et annonce que l'équilibre des comptes des caisses de retraite en 2020 nécessite une de ces 3 mesures :

- Soit diminuer les dépenses en payant un nombre moins important de retraité-e-s : le report de l'âge de départ en retraite devrait être à 70 ans.
- Soit diminuer les dépenses en versant moins à chaque retraité-e-s : il faudrait baisser les pensions de 45%.
- Soit augmenter les recettes : cela représente une augmentation de 0,26 point par an pendant 40 ans. Qui peut penser sérieusement que cela mettrait en péril l'économie française ?

Gouvernement et patrons ne veulent discuter que de ces deux possibilités qui pénalisent les salarié-e-s.

Et si on imposait cette solution, en taxant les profits ?

**NOS RETRAITES**

Partager les richesses c'est taxer les profits, pas notre niveau de vie

**NOS RETRAITES**

la BOURSE ou la VIE

**Partager les richesses c'est taxer les profits, pas notre niveau de vie**

## Le courrier, plus cher ... pour les particuliers

La Poste annonce une nouvelle augmentation du timbre prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Celui-ci coûtera 0,58 € tandis que le tarif économique vaudra 0,53 €. De surcroît, elle confirme une augmentation générale des tarifs du courrier de 1,6%, oubliant toute idée de service public, en s'adressant presque uniquement aux entreprises pour lesquelles elle modulera ses prix.

Deux mois après le passage en société anonyme, La Poste annonce une augmentation de 2 centimes d'euros pour le timbre-poste afin dit-elle d'assurer le financement du service universel. **La Poste aura augmenté le prix du timbre six fois depuis 2003** et c'est malheureusement une habitude que les usagers devront prendre car elle risque de devenir une règle ! En effet, le service universel est censé être financé par le monopole de La Poste sur les plis de moins de 50 grammes (jusqu'en 2011). **Mais le gouvernement n'a à ce jour proposé aucune solution de substitution pour le financement du service public du courrier, aucune garantie sur sa pérennité.** Il réfléchit même, avec La Poste, à l'application de la TVA sur le timbre **ce qui le porterait à 75 cts d'euros !** Comme dans les autres pays européens, ce sont les particuliers qui paieront l'addition, par l'augmentation tarifaire mais aussi par la fin du passage du facteur 6 jours sur 7, ou encore la fin du J+1.

En revanche, la direction annonce dans un communiqué que, pour les grands émetteurs, le tarif du courrier relationnel et le courrier publicitaire n'augmenteront pas en 2010 ! Les produits courants destinés aux entreprises augmenteront de 0,6% soit six fois moins que le timbre poste. C'est la politique du « service de société anonyme La Poste » servie par le « plan ambition 2010-2015 » où elle prévoit, au pifomètre, une baisse de l'activité courrier de 30%. Dans le même temps, elle table sur une croissance du résultat d'exploitation générée principalement par la banque postale et le colis express.

On assiste donc à un service à deux vitesses, favorisant les grands émetteurs de courrier et mettant la pression tarifaire sur les particuliers. Si, comme elle le rappelle, 90% du courrier est émis par les entreprises, il ne faut pas oublier que la majorité des destinataires sont les usagers. C'est pour eux que chaque jour des milliers de facteurs distribuent et relèvent le courrier. Ces postier-e-s sont précisément menacé-e-s d'un remplacement pour quatre départs, **soit 50 000 emplois détruits à l'horizon 2015.** La crise financière, économique et sociale doit au contraire rappeler l'Etat à ses devoirs élémentaires, en tout premier lieu d'assurer l'égalité de traitement, la solidarité, la péréquation et la modération des tarifs. Cela passe par l'arrêt des suppressions d'emploi, des conditions de travail et un salaire décent pour les postier-e-s.

**La stratégie de La Poste dans les cinq ans à venir est néfaste pour les postier-e-s comme pour les usager-e-s. La fédération SUD-PTT reste très vigilante sur les reculs du service public postal. Elle ne se privera pas de les dénoncer et de s'y opposer.**

# Tant que les femmes ne seront pas libres, nous marcherons !

*La Marche mondiale des femmes s'est créée en 2000. C'est un mouvement international rassemblant, dans le monde entier, des organisations, des syndicats et des associations de femmes et agissant pour éliminer les causes à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes.*

## Marche mondiale des femmes 2010



■ **Manifestation nationale**  
Paris - Samedi 12 juin  
15 h - place de la République  
18 h - Fête - Place de Stalingrad  
■ **Forum 12 et 13 juin - Montreuil**

Après 2000 et 2005, ce sera en 2010 la **3e édition de la Marche mondiale des femmes**. Elle a démarré le 8 mars, journée internationale des luttes des femmes. Trois rendez-vous importants sont programmés : les **12 et 13 juin à Paris** pour une mobilisation nationale, le **30 juin à Istanbul** pour une manifestation européenne, le **17 octobre à Bukavu** la Marche se conclura par un rassemblement international en République démocratique du Congo. Dans toutes ces étapes, les femmes se regroupent dans la diversité de leurs expériences, de leurs cultures ; mais elles se mobilisent avec un objectif commun pour dire les inégalités et les discriminations qu'elles subissent au quotidien, mais aussi leurs luttes et leurs résistances et leur exigence d'un monde basé sur la paix, la justice, l'égalité, la liberté et la solidarité, d'un monde débarrassé de la domination patriarcale !

**Au Nord comme au Sud, les droits des femmes sont menacés voire remis en cause.** La crise capitaliste aggrave précarisation, chômage et privatisations des services publics, ce qui affecte en premier lieu les femmes. En même temps, pouvoirs d'Etats et intégrismes religieux tentent d'imposer leurs choix patriarcaux aux femmes et de les renvoyer au foyer et à la procréation. Dans la crise financière et économique mondiale actuelle, les États, subordonnés aux intérêts du capital financier et des multinationales, abandonnent les populations pour se porter au secours des marchés et se refusent un autre partage des richesses. Les décideurs économiques mondiaux (Banque mondiale, Banque Central Européenne et Fond Monétaire International) n'ont posé aucun geste concret permettant d'espérer un " changement de cap " dans leurs orientations. Dans ce contexte, les problèmes de pauvreté et de violences envers les femmes augmentent, violences particulièrement dramatiques pendant les conflits guerriers dont le nombre ne cesse de croître.

**En France, les femmes subissent de plein fouet les conséquences de cette crise.** Les droits acquis par les luttes sont aujourd'hui menacés. Au travail, l'égalité n'est toujours pas au rendez-vous : inégalités salariales, temps partiel imposé, précarité et emplois sous-payés... Les femmes sont plus au chômage... Dans la famille, la charge des enfants et des tâches ménagères restent peu partagée... Le droit à l'avortement est remis en cause par la fermeture de centres IVG... Tous les trois jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-compagnon et les violences sous toutes les formes continuent de faire vivre de nombreuses femmes dans la peur et la honte...

**Solidaires est une organisation syndicale attachée à l'égalité des droits entre hommes et femmes, au travail comme dans la société toute entière. L'Union syndicale Solidaires appelle à participer les 12 et 13 juin à la Marche mondiale des femmes.**

## 8 mois de grève pour les travailleurs/ses sans-papiers

Il s'agit d'un mouvement inédit en France par sa durée et son ampleur : plusieurs milliers de travailleurs et travailleuses sans-papiers en grève en Ile-de-France depuis le 12 octobre 2009, soutenu-e-s par le groupe des 11 organisations syndicales et associations. Soit plus de 8 mois de lutte au quotidien pour obtenir les promesses d'embauches CERFAS indispensables pour le processus de régularisation en préfecture ; 8 mois de lutte acharnée et de sacrifices pour pouvoir vivre et travailler dignement en France ; 8 mois de lutte qui mettent en lumière le système d'exploitation instauré par l'Etat et le patronat dans le BTP, le nettoyage, la restauration, les services à la personne...

Au bout de 8 mois de grève, Solidaires, à l'initiative de la grève dans 8 entreprises et sites a obtenu la quasi-totalité des CERFAS nécessaires à la régularisation des grévistes (une entreprise a refusé de jouer le jeu et a répondu par la violence à la grève). Par ailleurs, en Ile-de-France le mouvement ne s'élargit plus, de nombreux sans-papiers ayant repris le travail. Lors de la dernière rencontre avec le ministère de l'immigration et la direction générale du travail, les choses étaient claires : si quelques assouplissements des critères de régularisation sont prévisibles, les pouvoirs publics jouent la montre pour les rendre effectifs.

**La solidarité financière des syndicats et structures de Solidaires est indispensable et URGENTE pour alimenter la caisse de grève et ainsi soutenir concrètement les grévistes :** faites un chèque à l'ordre de "Solidaires Paris" (144 bd de la Villette - 75010 Paris) en indiquant au dos du chèque "caisse de grève travailleurs sans-papiers" !

## Réunion de crise à Bercy !

*La rencontre du 21 mai, entre les fédérations syndicales et les deux directeurs de cabinet de François Baroin et Christine Lagarde s'est très mal passée. Initialement prévue pour préparer le rendez-vous de fin juin avec deux ministres, la réunion a tourné court. Depuis le début de ce cycle, lancé après la grève du 23 mars, le gouvernement a en effet annoncé il y a 15 jours un plan de rigueur et d'austérité très grave.*

Tous les sujets de revendications qui devaient normalement être débattus ont été rabaissés à un rang inférieur face à la décision de couper à la hache dans les effectifs et les budgets. Les lettres de cadrage et la planification budgétaire sur 2011-2013 sont parties de Matignon vers tous les ministères. Ainsi, l'emploi et les crédits sont sacrifiés au détriment de l'exercice des missions et des agents. Le tour de vis est brutal. L'affrontement est inévitable.

## Ordre infirmier : contre-ordre de la ministre ?

*Après de nombreux mois de mobilisation, les infirmier-e-s qui résistent à la pression et au racket de l'Ordre, vont peut être obtenir satisfaction ?*

On peut l'espérer, si on se réfère aux déclarations de Mme Bachelot, le 19 mai à l'Assemblée Nationale : « *Je ne laisserai pas intimider les infirmiers. Je ne laisserai pas exposer les employeurs d'infirmiers salariés au risque d'être poursuivi pour complicité d'exercice illégal de la profession d'infirmier ... Je soutiendrai votre proposition de loi et ferai en sorte de ne réserver l'obligation d'adhérer à l'ordre infirmier qu'aux infirmiers libéraux ...* »

Ceci peut sembler être une victoire, mais s'adresse en priorité aux employeurs, à qui elle offre une protection juridique. Encore une fois Mme Bachelot snobe les professionnel-le-s qui exigeaient depuis fin 2006 une position claire et une réponse de sa part. Il a fallu attendre l'interpellation des employeurs, des députés et des sénateurs pour qu'elle se positionne enfin. La fédération SUD Santé Sociaux reste vigilante quant aux suites, et continuera à travailler en Intersyndicale jusqu'à l'abrogation de tous les ordres y compris pour les libéraux.

## Débrayage à Fagor Brandt (St Jean de Ruelle - 45)

*Le syndicat SUD Fagor Brandt appelait le 27 avril à un débrayage de deux heures. Extrait du tract distribué par nos camarades :*

Aujourd'hui il y a de plus en plus de postes supprimés. La boîte engage de moins en moins d'intérimaires et les départs en retraite, les démissions, ne sont pas remplacés, alors qu'il y a plein de jeunes qui ont besoin de boulot. **Nous sommes 644 salariés en CDI mais on était plus de 800 il y a 5 ans ! Par contre les objectifs de production, eux, restent les mêmes ! [...]** Ça signifie l'augmentation des cadences et concrètement l'augmentation des TMS (troubles musculo-squelettiques) et des maladies professionnelles. Donc, **l'augmentation de la souffrance au travail pour toutes et tous. Et c'est inacceptable.**

Et en plus les délocalisations s'accroissent :

- 2002 : délocalisation des cuisinières 50 en Pologne.
- 2008 : les tables inductions partent à Vendôme.
- 2009 : délocalisation des tables à inductions à Mandragón en Espagne.
- Mars 2010 : délocalisation des Fours Pyro qui viennent d'être mis en activité à Mandragón en Espagne.

C'est aussi notre savoir-faire qui est délocalisé. Petit à petit l'activité de Fagor Brandt à Saint Jean de Ruelle est menacée ! **S'ils veulent nous user jusqu'au bout avant de fermer la boîte on ne se laissera pas faire, montrons à la boîte qu'on est toutes et tous prêt à réagir.**

*Aide à la réalisation des tracts, renfort pour les diffusions aux portes de l'entreprise, collages, ... le travail dans la durée permet d'implanter des sections syndicales Solidaires dans le secteur privé, puis de les aider à agir contre les patrons.*

## Salariés de la Sécurité en colère !

*Le syndicat SUD Prévention/Sécurité est aujourd'hui présent dans de nombreuses sociétés (Intergarde, Audit sécurité, Vigimark sécurité, GRP Prosecur, Vigimark surveillance, Challancin sécurité, Serys sécurité, Lancry, Alysia sécurité, ...). Partout, nos camarades font face à des patrons sans scrupule. Un exemple, avec la direction de la société Intergarde, assurant la sécurité au sein de l'hôpital Saint Louis à Paris :*

- Salaires payés le 18 du mois au lieu du 5.
- Heures supplémentaires pas payées.
- Non application de la convention collective.
- Pas de visite médicale, pourtant obligatoire.
- Menace de licenciement.
- Mise à l'écart des représentants syndicaux, sur demande de l'hôpital.

Aujourd'hui l'entreprise est en situation de liquidation, c'est encore les agents qui vont en faire les frais. Plusieurs d'entre eux risquent d'être licenciés. **Les agents de la sécurité de l'hôpital Saint Louis refusent de payer l'incompétence de leurs dirigeants, ils exigent le maintien de l'ensemble du personnel sur l'hôpital.**

Malgré nos demandes de régularisation de cette situation, la direction continue de faire la sourde oreille et ignore les doléances des agents. Nous exigeons également que la direction de l'hôpital Saint Louis, prenne ses responsabilités, et garantisse la pérennité des emplois et cesse de prendre des prestataires de service au moindre coût. **Les agents de la sécurité ont décidé de se mettre en grève illimitée afin de se faire entendre par les directions d'Intergarde et de l'hôpital Saint Louis.**

# Caisse d'Epargne : retour sur une grève gagnante

Après les 4 semaines de grève, et la victoire des salarié-e-s de la Caisse d'Epargne d'Ile-de-France, le syndicat **Sud** a tiré le bilan de cette action.

Durant ces quatre semaines, la direction a fait un véritable festival de provocations et de coups tordus :

- convocation en négociation des organisations syndicales non grévistes,
- accusations mensongères de dégradations, propositions contradictoires et à rebours de nos revendications,
- communiqués volontairement tendancieux et faisant la part belle aux syndicats jaunes.

Mais à vouloir trop en faire et avec des ficelles aussi grosses, il n'aura réussi qu'à braquer les grévistes chaque jour un peu plus.

**CFDT/CGC/FO : trois "syndicats" hors du mouvement et aux côtés des patrons.** Leur prose respective avant, pendant et après le conflit a eu le don d'en énerver et même d'en écœurer plus d'un, et pas seulement à **Sud**. Tous les grévistes, y compris parmi les adhérent-e-s de ces organisations, se posent les mêmes questions :

- Comment ont-ils pu dénigrer à ce point la grève et les grévistes, reprenant mot pour mot les ridicules accusations patronales ?
- Comment ont-ils pu oser s'approprier les premiers résultats de la grève ?
- Comment ont-ils pu s'acoquiner à ce point avec les patrons ?
- Comment pourront-ils être crédibles demain en prétendant défendre le personnel ?
- Pourquoi, alors qu'ils ne cessent de nous critiquer et de nous accuser de tous les maux, regrettent-ils tous que nous ne les ayons pas sollicités pour nous rejoindre ?



**Sud/CGT/UNSA : une intersyndicale sans faille.** Plus d'une fois, pour l'affichage, nous avons accepté de mobiliser le personnel avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives dans l'entreprise. Plus d'une fois, partis à 6, nous nous sommes retrouvés à 2 ou 3 dès le deuxième jour, faute d'un vrai accord préalable sur les revendications et les modalités de l'action... et surtout faute d'une réelle volonté de certains d'en découdre avec les patrons. Des lâchages successifs et systématiques qui ont à chaque fois démobilisé le personnel lassé de ces querelles intestines. C'est donc délibérément que **Sud**, 1<sup>ère</sup> organisation syndicale à la Caisse d'Epargne d'Ile-de-France, a proposé une action commune avec la CGT, seule organisation syndicale en phase avec nous. Dès le 13 avril, le SU-UNSA a intégré cette intersyndicale et nous avons travaillé à trois sans arrière-pensée ni chausse-trape, chacun avec ses forces respectives.

**De formidables vertus pédagogiques.** Bien plus et bien mieux que des dizaines de tracts, un tel mouvement ouvre forcément les yeux et permet à tous ses acteurs de mieux comprendre les réalités sociales de l'entreprise.

- **OUI**, les patrons mentaient en prétendant que la Caisse d'Epargne n'avait pas les moyens de payer son dû au personnel !
- **OUI**, ils se sont tiré une balle dans le pied en bidouillant et en décrédibilisant eux-mêmes le système de rémunération qu'ils ont mis en place de manière unilatérale !
- **OUI**, les connivences entre la direction et certains pseudo-syndicalistes sont bien réelles !
- **OUI**, de vraies garanties sur le PSE auraient pu être apportées au personnel concerné, si certains n'avaient pas torpillé la négociation en signant plus vite que leur ombre !
- **OUI**, les militants **Sud** sont des salarié-e-s comme les autres et non pas des agitateurs/trices irresponsables prêt-e-s à mener le personnel dans le mur !
- **OUI**, l'action collective a encore un sens et peut être payante, et ce succès nous rend plus forts pour les batailles à venir !

*Le syndicat **Sud** conclue ainsi : c'est à plus d'un titre que cette grève restera dans les annales de l'entreprise et dans les souvenirs de tous les grévistes : assemblées générales démocratiques, cortèges, jeudis noirs, chorégraphies... autant de moments forts, dynamiques, hauts en couleurs et en émotions. Sans vous, votre jeunesse, votre enthousiasme et votre détermination, rien n'aurait été possible. Après tant de grèves perdues, nous rêvions d'une grande et belle grève gagnante : vous l'avez fait !*

# Les infirmier-e-s anesthésistes montrent la voie

**2 500 infirmier-e-s anesthésistes (le tiers de la profession) ont manifesté à Paris mardi 18 mai de Denfert-Rochereau au ministère de la Santé.** La participation à la grève est très forte, entre 85 et 90% avec toujours des assignations abusives dans certains hôpitaux. Malgré cette mobilisation sans précédent, Mme Bachelot et son cabinet ont refusé d'ouvrir des négociations et de rencontrer une délégation de grévistes.

Dès le début de la manifestation le ministère a annoncé qu'il ne recevrait aucune délégation, ce qui a augmenté d'un cran une colère déjà grandissante car c'était la quatrième manifestation nationale depuis le 11 mars. Les manifestant-e-s excédé-e-s ont décidé de dévier du parcours et d'aller occuper les voies de la gare Montparnasse vers 13 heures pour exiger du ministère des négociations. Les représentants du ministère ont refusé toute rencontre. La police a commencé l'évacuation des voies à 16h30 et à 18h30 la manifestation est repartie vers le ministère encadrée par un énorme dispositif policier. A Montparnasse, malgré la gêne occasionnée, de nombreux/ses passant-e-s ont applaudi les manifestant-e-s. Arrivée au ministère à 19h30, le comité d'accueil n'était composé que de CRS, personne au ministère pour recevoir les salarié-e-s... La grève continue, et face au mépris du gouvernement le personnel est de plus en plus mobilisé, uni jusqu'à la victoire.